

PRÊT À EXPLOSER

calme trompeur

et...juste en face du siège de la Sûreté de wilaya. «Un magasin a été incendié sous prétexte que les Mozabites provoquaient les femmes des Chaâmba en vendant des sous-vêtements féminins», poursuit-il, avant de me montrer le cimetière abritant le mausolée de Sidi Aïssa, lieu de mémoire mozabite, datant du XV^e siècle, d'une beauté architecturale ayant inspiré de nombreux artistes et architectes, profané par des casseurs ainsi que des dizaines de tombes.

L'empreinte wahhabite et la chaîne Iqraâ

Pour Baamara, la profanation du mausolée porte l'empreinte wahhabite. Tous désignent les salafistes dont le discours alimente la haine contre les khaouaridjs», à savoir les ibadites. Et

richissimes cheikhs du Golfe», ose un jeune Mozabite. «Les 200 familles mozabites chassées de leurs habitations de Hadj Messaoud s'inscrivent dans cette stratégie visant à épurer certains quartiers de la ville de l'élément mozabite avec la complicité active des autorités locales», soutient Baamara. Lequel croit que «Ghardaïa est la clé pour l'Occident et ses alliés des pays du Golfe pour casser l'Algérie comme ils l'ont fait en Libye». Et de ce fait, intervient un autre interlocuteur, «les Mozabites, par leur culture, leur type d'organisation sociale et leurs traditions, constituent un obstacle naturel à cette entreprise visant à démembrer l'Algérie». Et de dénoncer les chaînes An-Nahar et Chourouk d'alimenter la stigmatisation envers les

sans nuances l'autre de vouloir le nettoyage ethnique ou d'être manipulée par des puissances étrangères. Pays du Golfe manipulant les Arabes soutiennent les uns, pays occidentaux instrumentalisant les Mozabites, rétorquent les autres. Bien que noyés dans le flot de messages les plus invraisemblables, on y lit aussi des messages appelant au dialogue et à la paix sociale. Si les Mozabites rappellent que la crise actuelle n'est pas nouvelle, invoquant les affrontements de 1985, de 1990, ils citent la mafia du foncier qui disposerait d'appuis au sein de l'administration locale, le laxisme et l'incompétence des autorités régionales, ils évoquent volontiers le trafic de drogue. «Un phénomène nouveau. Ghardaïa est devenu un lieu



Photo : NewPress

Des dizaines de magasins incendiés.

de montrer une vidéo circulant sur le Web, en fait une émission de la chaîne religieuse Iqraâ, assurant que les «khaouaridjs sont des ennemis de l'Islam et méritent la mort» ! «Comment voulez-vous avec ça que des jeunes formatés dès l'école par l'islamisme salafiste, n'agressent pas les Mozabites».

Et de citer l'enseignement de l'histoire aux collégiens. «Il leur est enseigné noir sur blanc que les khaouaridjs avec tout ce que sous-entend ce terme, habitent la vallée du M'zab», s'énervent Amar, concessionnaire automobile. «La chaîne Iqraâ appelle carrément au meurtre des ibadites», accuse Baamara. Un nom est cité par les Mozabites, celui de Cheikh Abou Oussama Al-Djazaïri, un salafiste, absent durant mon séjour à Ghardaïa. La construction de la mosquée où il officie aurait été financée par un Saoudien qui, selon les Mozabites, vient chaque année dans la région pour chasser l'outarde et la gazelle. De là à affirmer que les ressortissants des pays du Golfe convoient l'oasis de Ghardaïa pour sa beauté pour y investir et la transformer en eldorado pour les cheikhs des pétromonarchies, le pas est vite franchi. La mafia du foncier, évoquée aussi bien par les Mozabites que les Arabes, instrumentaliserait ces événements au profit d'intérêts extérieurs à la région, et «certainement pour le compte des

Mozabites. Quant à Kamel Fekhar, Hamou Mesbah ne manque pas de rappeler qu'il ne fait plus partie du FFS et qu'il ne représente que lui-même. Ce qui n'a pas empêché un notable mozabite, dont je n'ai pas noté le nom, d'affirmer que les problèmes de la région datent de plusieurs décennies, citant les affrontements de 1985 et de 1991 ! Comme dans les quartiers arabes malékites, les Mozabites resteront sagement chez eux le 17 avril, indiquent mes interlocuteurs. «N'eut été l'intervention de la gendarmerie, Dieu seul sait ce qui se serait produit», conclut Hamou Mesbah.

La main d'une troisième force et des réseaux sociaux ?

La présence du groupement d'intervention de la gendarmerie fort de ses centaines d'hommes, ainsi que l'absence de l'Etat, sont les seuls faits partagés en commun par les Arabes et les Mozabites. Autrement, les haines et les rancœurs accumulées, sur fond de méfiances réciproques et d'accusations mutuelles – chaque partie rend responsable l'autre du chaos régnant – structurent désormais le champ politique. Le calme revenu, c'est sur les réseaux sociaux que se poursuivent les affrontements intercommunautaires. Des vidéos sont diffusées sur la toile, on y lit de tout, on se traite de tous les noms, chaque partie accuse sans discernements et

de transit de la drogue en provenance du Maroc vers l'est, le centre et le nord du pays», avertissent les Mozabites. «Les barons de la drogue sont connus. Ils sont à Hay Moudjahidine devenue une zone de non-droit», affirment-ils. «Ça ne m'étonnerait pas qu'ils soient derrière les casseurs malékites», soutient Hamou Mesbah.

Une accusation que récuse Redjem Abderahmane qui cite à l'appui de ses dires un article paru dans la presse sur les routes de la drogue : «Ghardaïa n'est même pas mentionnée» ! Entre vraies ou fausses manipulations, de main invisible qui alimenterait la crise, certains pointent même le pouvoir politique, la région vit sur un baril de poudre. Adossée à la question identitaire, les problèmes sociaux, le logement, un espace territorial réduit pour une population de plus en plus nombreuse où le «vivre ensemble» devient problématique, «la vallée du M'zab peut être le déclencheur d'un mouvement qui s'étalerait comme une traînée de poudre à tout le Sud algérien», avertit un intellectuel mozabite. «Les Touareg bougent et réclament leurs droits. A Ouargla, ce n'est pas fini. A Hassi Messaoud aussi. Ce qui veut dire qu'outre les problèmes sociaux, la question identitaire est une véritable bombe à retardement que les autorités doivent résoudre rapidement. Sinon, c'est la déflagration qui guette tout le Sud».

H. Z.

AFFAIRE DE L'EX-BÂTONNIER

DE MASCARA

Onze bâtonniers plaident le respect de la loi

L'affaire du bâtonnier de Mascara sera-t-elle celle qui poussera l'Union nationale des barreaux d'Algérie (UNBA) à l'écèlement ? La question est désormais posée, d'autant que l'affaire date depuis quelques mois et intervient à la veille du renouvellement de l'Union des barreaux.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La question était hier, au centre d'une conférence de presse animée par le tout nouvel élu président du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger, M^e Sellini Abdelmadjid, en présence notamment des présidents des barreaux de Tlemcen, de Sidi Bel-Abbès, de Bouira, de Tizi Ouzou, de Médéa, de Boumerdès, etc.

Selon M^e Sellini, cette conférence de presse a été organisée «pour dénoncer une atteinte voire une dérive aux droits des avocats».

Le président du barreau d'Alger endosse la responsabilité au président de l'Union des barreaux qui porte «l'entière responsabilité sur la grave situation qui prévaut au sein des avocats de la wilaya de Mascara».

«Le bâtonnier sortant a été empêché par la commission électorale sur intervention du président de l'Union des barreaux de se présenter aux élections portant renouvellement du Conseil de l'ordre des avocats de Mascara, alors que ce dernier remplit toutes les conditions lui permettant de se présenter à ces élections», a martelé le conférencier, qui ajoute que «cette affaire est un véritable scandale».

Sur un autre plan, le président du Conseil du barreau d'Alger a laissé croire que «les agissements du bâtonnier national ont notamment pour objectif de placer ses proches dans la perspective du renouvellement des instances de l'Union nationale des barreaux d'Algérie». «Une démarche qui risque de mettre en péril l'Organisation nationale des avocats si la loi et la réglementation ne sont pas respectées», a-t-il ajouté.

Récemment, des avocats exerçant au niveau des tribunaux de Mascara, Ghriss, Tighennif, Mohammadia et Sig avaient observé devant la Cour de Mascara un sit-in de protestation. Par cet acte, ils veulent dénoncer la composante de la commission chargée de la préparation de l'assemblée générale du bâtonnat de Mascara qui aura lieu le 29 mars 2014.

Selon un avocat du barreau de Mascara, «les cinq membres de ladite commission installée, récemment, par le bâtonnier national, M^e Anouar Mustapha, font partie des opposants de l'ancien bâtonnier de Mascara, M^e Benaïcha Safa».

Les avocats «réclament la mise en place d'une commission neutre et impartiale composée des membres représentants les différentes parties et régions dépendant du bâtonnat de Mascara».

Par ailleurs, cette rencontre avec la presse a permis à l'avocat Sellini de revenir sur l'affaire qui l'oppose à l'autre avocat, actuellement en détention au niveau de la prison de Serkadji. Une détention qui fait suite au dépôt de plainte déposée par Sellini pour «agression et injures».

«Au fond, cette personne relève d'un cas de psychiatrie, d'ailleurs le concerné a refusé de faire appel de son mandat de dépôt. Me concernant, j'ai intervenu auprès du procureur général pour que le procureur de la République intervienne et libère l'avocat Amara», s'est-il expliqué.

A. B.